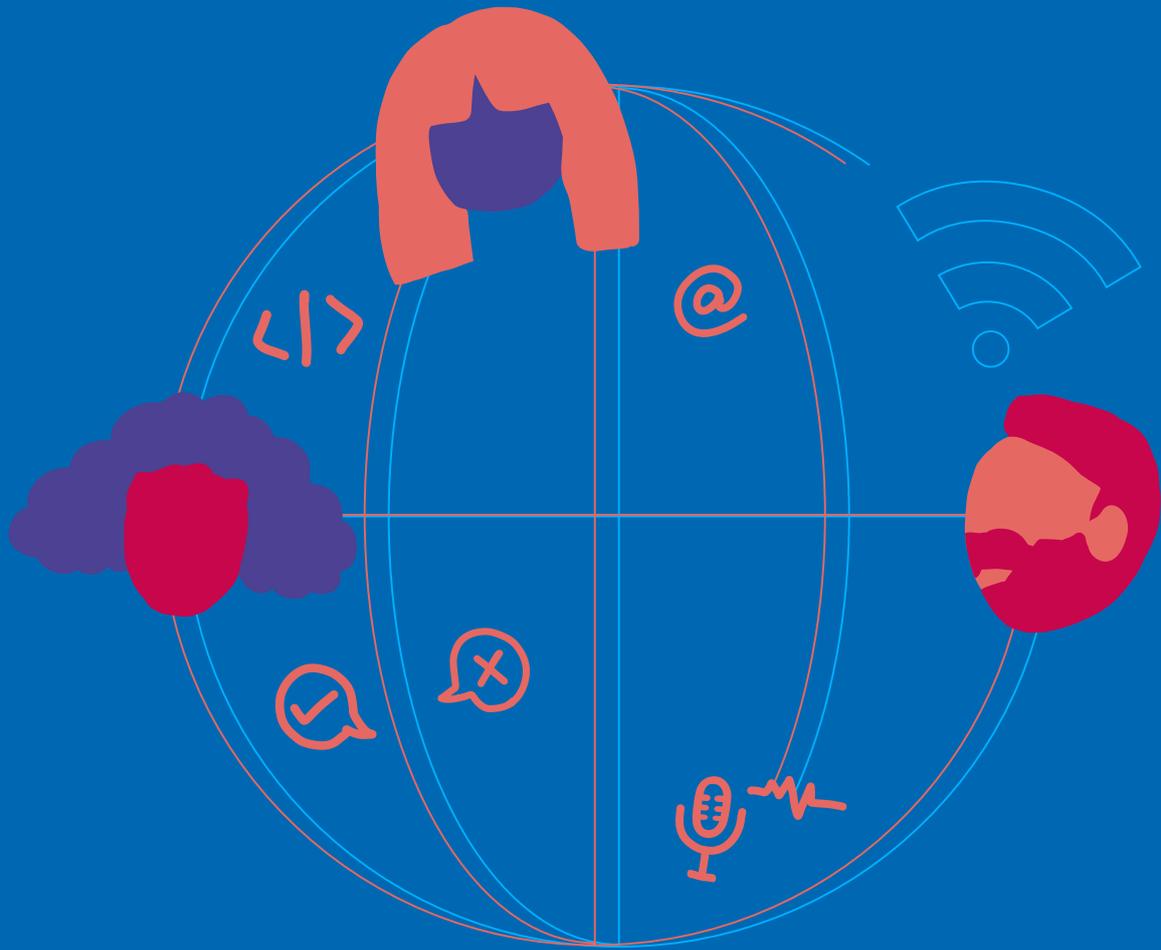


ISD

Innover contre
l'extrémisme
et la polarisation



Promouvoir le civisme en ligne face aux malveillances à l'ère du numérique

Enseignements tirés des programmes menés
par l'Initiative pour le Courage Civique en Ligne
et le Fonds pour le civisme en ligne.

Cooper Gatewood, Iris Boyer, Cécile Guerin et Zoé Fourel



Fonds pour
le civisme en ligne
de **facebook**

ONLINE
CIVIL
COURAGE
INITIATIVE

À propos de ce rapport

Ce rapport présente les résultats de deux programmes financés par Facebook :

- *l'Initiative pour le Courage Civique en Ligne (Online Civil Courage Initiative ou OCCI),*
- *le Fonds pour le Civisme en Ligne (FCL).*

Ces deux structures soutiennent en France des organisations de la société civile (OSC) en lutte contre diverses formes de malveillances numériques, notamment les discours de haine et la désinformation.

Le bilan et son analyse se basent à la fois sur le contenu d'entretiens menés avec divers représentants d'associations impliquées dans cette démarche et l'étude de données quantitatives récoltées auprès des bénéficiaires du FCL.

L'objectif de ce rapport est de tirer les principaux enseignements de ces informations et données afin de rendre plus efficaces les futures initiatives dans ce domaine.

© ISD, 2020

Londres | Washington DC | Beyrouth | Toronto

Ce rapport est offert gratuitement pour un usage personnel et non commercial, sous réserve que la source soit mentionnée.

Pour tout autre usage, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'ISD.

Il est rigoureusement interdit de modifier, vendre ou louer ce rapport. L'ISD ne prend généralement pas position sur les questions politiques. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'organisation.

Design par Adèle Pasquet (www.adelepasquet.com)
Pictogrammes par ©Flaticon

www.isdglobal.org

Sommaire

Les auteurs	4
Remerciements	5
Synthèse	6
Introduction	8
L'ambition de ce rapport	10
L'OCCI	11
Le Fonds pour le Civisme en Ligne	18
Conclusion	33
Recommandations	34
Références	36

Les auteurs

Cooper Gatewood

Titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université de Columbia et d'une maîtrise en sécurité internationale de Sciences Po, Cooper travaille dans l'unité de recherche numérique de l'ISD.

Il y est responsable de la recherche quantitative sur la diffusion de discours haineux et polarisants en ligne et sur la façon dont ils sont exploités par des acteurs extrémistes.

Cooper élabore par ailleurs des cadres de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact d'un grand nombre de projets d'intervention de l'ISD.

Il contribue actuellement aux recherches de l'ISD sur les campagnes de désinformation, en particulier celles qui visent à influencer et à perturber les processus électoraux.

Il est également responsable de l'OCCI en France pour laquelle il coordonne les activités visant à soutenir la réponse de la société civile à la haine et à l'extrémisme en ligne.

Enfin, il gère l'évaluation quantitative de nombreux programmes d'Education de l'ISD, notamment Be Internet Citizens et Young Digital Leaders.

Iris Boyer

Titulaire du diplôme Sciences Po Toulouse et d'une maîtrise internationale en affaires publiques de la Higher School of Economics de Moscou et de la London Metropolitan University, Iris est responsable adjointe de la division Technologie, Communications et Éducation de l'ISD.

Elle supervise de nombreux programmes visant à soutenir et amplifier les efforts de la société civile en matière de lutte contre l'extrémisme par le biais de partenariats stratégiques avec des entreprises technologiques et des organisations de terrain. Elle coordonne également des réseaux multisectoriels regroupant à la fois des représentants de gouvernements, du monde universitaire, des médias et d'organisations non gouvernementales (ONG).

Elle conseille ces mêmes acteurs sur les tendances de l'extrémisme et les approches les plus efficaces et novatrices pour endiguer sa normalisation.

Elle œuvre enfin à l'expansion régionale de l'ISD, en particulier en France où elle dirige les activités liées à son développement et son leadership d'opinion avec un focus particulier sur les politiques du numérique et les troubles informationnels.

Cécile Guerin

Titulaire d'une maîtrise en histoire internationale de la London School of Economics et d'une maîtrise en Anglais obtenue à l'École Normale Supérieure en France, Cécile contribue à de nombreuses publications dont *The Guardian*, *Prospect* et *The Independent*.

Elle est coordinatrice à l'ISD et soutient le travail de développement et d'analyse de l'organisation en Europe. Elle contribue aux travaux de recherche et d'élaboration de politiques publiques de l'ISD, plus particulièrement sur l'analyse des réseaux sociaux, la cartographie des discours haineux, de l'extrémisme et de la désinformation en ligne.

Zoé Fourel

Titulaire du diplôme en affaires internationales (incluant des études à la School of Oriental and African Studies de Londres et à Georgetown University de Washington, DC) décerné par Sciences Po Lyon, Zoé est Associée à l'ISD.

En sus de sa contribution à ce présent rapport, elle participe activement à la coordination des activités de l'OCCI en France et contribue aux programmes de l'ISD axés sur la recherche numérique et les réponses à apporter par la société civile en prévention et réaction contre la haine et l'extrémisme.

Remerciements

Nous souhaitons remercier ici plusieurs membres de l'équipe de l'ISD : Henry Tuck et Jennie King pour leurs précieuses remarques et corrections, Hannah Martin qui a suivi la rédaction de ce rapport.

Nous exprimons notre gratitude à tous les membres du réseau OCCI qui nous ont éclairés sur leurs diverses activités et nous ont permis de mieux maîtriser l'impact du programme. Parmi ces acteurs, nous citerons Shani Benoualid, Samira Bourezama et Xavier Brandao qui nous ont fourni des informations essentielles en répondant à nos questions.

Enfin, nous tenons à associer dans ces remerciements Sparknews et tout particulièrement Manon Jastrzeb pour sa coopération tout au long de la rédaction de ce rapport ainsi que tous les bénéficiaires du Fonds pour le Civisme en Ligne de Facebook qui nous ont communiqué en détails le contenu de leurs activités.

Il est important de noter ici que ce rapport n'aurait pu être publié sans le soutien financier de Facebook France, qui a également apporté sa contribution financière à l'OCCI et au Fonds pour le Civisme en Ligne.

Au sein de Facebook, nous sommes particulièrement redevables à Clotilde Briend et Hamida Moussaoui, ce pourquoi nous les remercions chaleureusement.

NB : Toute erreur ou omission est à mettre au compte des auteurs.

Synthèse

Alors que la technologie prend une place grandissante dans notre quotidien, force est de constater que **nos vies sociales, culturelles et politiques se déroulent de plus en plus sur Internet.**

Ceci vaut en particulier pour la jeune génération – les « enfants du numérique » – qui passe plus de temps sur le Web que n'importe quelle autre tranche d'âge, comme le confirment de nombreuses études :

- selon Eurostat, 91 % des jeunes européens font un usage quotidien d'Internet,
- selon une étude menée par l'UNICEF, un internaute sur trois a moins de 18 ans.

De fait, les jeunes utilisent le Web dans tous les domaines, que ce soit pour acheter des produits, créer des contenus, militer pour une cause, ou encore manifester leurs opinions.

S'ils font le plus souvent preuve d'aisance dans l'usage d'Internet, ils n'ont pas nécessairement conscience de ses pièges, notamment de la manière dont les plateformes numériques sont conçues pour segmenter, canaliser, renforcer les opinions et modeler notre vue du monde.

Certes, ces nouvelles technologies offrent des moyens efficaces de travailler et de communiquer mais fournissent aussi aux acteurs malveillants des outils pour propager la haine et semer la division.

Un grand nombre de jeunes sont ainsi exposés à des contenus en ligne haineux ou violents : selon Opinion Way, 63 % des jeunes de 20 à 24 ans ont été victimes de cyberviolence en 2019¹.

Ce phénomène a été amplifié par la pandémie de Covid-19 : durant le confinement instauré dans de nombreux pays du globe, l'utilisation d'Internet a augmenté de manière exponentielle (30%² en France). Avec elle, l'exposition à la désinformation, aux théories du complot, aux idéologies extrémistes et autres contenus nuisibles ont suivi, naturellement.

Les gouvernements et les entreprises technologiques ont dès lors accentué leurs efforts pour combattre la haine en ligne, les premiers en légiférant (ainsi a été promulguée la *loi Avia* en France finalement rejetée par le conseil constitutionnel), les seconds en mettant à jour leur politique de modération.

Malgré les efforts de ces différents acteurs, la question de la régulation des contenus haineux reste complexe tant le chantier représente un vaste enjeu à la fois sociétal et technologique.

Les acteurs de la société civile seraient les mieux placés pour prendre à bras le corps les malveillances qu'ils constatent sur Internet dans les communautés dont ils ont la responsabilité, mais ils n'en n'ont souvent pas les ressources – financières, techniques ou pratiques – nécessaires pour mettre en place une réponse adéquate.

En effet, la plupart du temps, ces associations ne disposent pas d'un réseau suffisant sur lequel déployer des solutions à grande échelle.

C'est dans ce contexte que sont nés des programmes tels que l'Initiative pour le Courage Civique en Ligne (OCCI) et le Fonds pour le Civisme en Ligne (FCL) dont l'ambition est de soutenir et coordonner les efforts de la société civile dans sa lutte contre la haine, le harcèlement et l'extrémisme en ligne.

L'OCCI, partenariat entre l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) et Facebook, fournit aux organisations de la société civile (OSC) :

- les résultats de ses travaux de recherche pour leur permettre de mieux cibler leurs activités,
- des formations pour professionnaliser leur action,
- un réseau pour coordonner et amplifier leur impact.

Le Fonds pour le Civisme en Ligne de Facebook apporte un soutien financier aux acteurs de la société civile et les aide à piloter puis déployer leurs activités de lutte contre la haine et le harcèlement en ligne.

Ce rapport rend compte de l'impact que ces deux programmes ont eu en 2019. Il montre à quel point des acteurs de la société civile peuvent être efficaces lorsqu'ils disposent des ressources et de la visibilité nécessaire.

Les initiatives des associations que nous présentons portent sur des questions variées, du harcèlement sexuel et scolaire à la lutte contre les discours extrémistes et l'éducation à la citoyenneté numérique.

Notre rapport a pour objet :

- de mettre en évidence l'impact significatif que peut avoir la société civile dans sa lutte contre la haine en ligne et hors ligne,
- de tirer les principaux enseignements de ces initiatives,
- d'inspirer des initiatives similaires,
- de montrer comment les divers acteurs de la société civile peuvent coordonner leurs actions sur le long terme.

Sur la base de l'analyse présentée dans ce rapport, **voici quelques-uns des enseignements principaux dont la société civile et ses alliés peuvent tirer parti pour de futures initiatives :**

Pour les financeurs

- **Les organismes de financement et autres organisations subventionnaires devraient directement apporter leur support aux organisations de la société civile (OSC) en mesure de s'attaquer aux malveillances numériques de façon créative.** En effet, fortes de leur expertise et/ou position dans leur secteur, ces OSC sont désormais crédibles en termes d'actions à mener et les mieux placées pour répondre de manière adaptée aux défis qui se posent.
- **Les financeurs doivent investir sur la durée dans le développement de projets dont l'impact est tangible.** Les programmes pilotes et les projets ponctuels sont, de fait, importants par leur valeur de test mais un financement durable est nécessaire pour améliorer les interventions et accroître leurs effets positifs. Comme le montre la publication de l'ISD [Research into the impacts of the Covid-19 pandemic on online discourse](#), l'écosystème des malveillances numériques change sans arrêt et les OSC doivent être armées pour pouvoir répondre efficacement et le plus rapidement possible à ces changements. La mise en place d'un financement pérenne au long cours est la manière la plus efficace d'y parvenir.
- **Il est important que les financeurs prennent en main le suivi et l'évaluation (S&E) des actions menées par les OSC pour analyser et promouvoir leur impact.** Cette implication permettrait de définir des interventions plus stratégiques à long terme et de mieux cibler les investissements en fonction d'objectifs communs autour desquels se mobiliser en concertation.
Dans la mesure où les résultats d'initiatives d'intérêt public et de bien social sont souvent difficiles à identifier et quantifier, le S&E peut être néanmoins parcellaire dans ce secteur, d'autant que bien des organisations n'ont ni l'expertise ni les ressources nécessaires pour réaliser une évaluation rigoureuse et en profondeur. Le compte rendu des initiatives présentées dans ce rapport comprend tous les indicateurs disponibles permettant d'estimer leur impact, sans pour autant être exhaustifs. De toute évidence, les OSC ont besoin d'être mieux soutenues – tant sur les plans financiers que technique – pour pouvoir mener à bien une analyse minutieuse de leurs efforts en faisant appel notamment à la théorie du changement, à des indicateurs qualitatifs et quantitatifs viables et à des méthodes de collecte de données appropriées. Ces outils doivent être intégrés aux projets dès le départ et non réunis après coup.

Pour les entreprises technologiques

- **Il est fondamental que les entreprises technologiques et les plateformes des réseaux sociaux fournissent une aide technique en termes de soutien marketing et analytique à la société civile qui manque de ressources.** Un investissement ambitieux et durable dans un cadre multisectoriel est ainsi nécessaire pour trouver des solutions innovantes dans le domaine de la technologie civique. Un tel engagement impliquerait un partage de données avec des instituts de recherche fiables afin de réaliser les analyses de tendances qui guideraient des interventions futures. De plus, il s'avère indispensable de former les OSC dans des domaines d'expertise que les entreprises ont en interne tels que les mesures d'engagement et « d'écoute des réseaux sociaux ».

Pour les acteurs de la société civile

- **Il est important que les OSC puissent rechercher des possibilités de partenariat et étudier la complémentarité d'initiatives existantes pour augmenter leur impact.** Ce processus devra être coordonné par les organismes de financement qui ont souvent une vue d'ensemble du secteur et sont ainsi bien placés pour nouer des liens entre divers partenaires. Le présent rapport montre que de nombreuses associations travaillent en France sur des sujets similaires (ne seront mentionnées ici qu'un petit aperçu des initiatives actuelles). Il est donc primordial pour elles de partager les enseignements de ce qui a été entrepris et de collaborer afin d'améliorer l'efficacité de l'impact des actions entreprises.
- **La pandémie de Covid-19 a décuplé le besoin de répondre rapidement à la haine et au harcèlement par des solutions qui mobilisent les technologies de communication les plus récentes et ne soient pas obsolètes une fois passée la crise.** La Covid-19 change, au jour le jour, la manière dont nos sociétés fonctionnent et la place que nous donnons à la technologie. Il s'agit donc de répondre dans l'urgence aux actions malveillantes (propagation de la haine et essaimage de la division) qui se sont greffées sur la pandémie en s'appuyant sur un financement durable et pérenne non-sujet aux contingences extérieures.

Introduction

Le défi posé par les malveillances numériques

Les réseaux sociaux, corollaires des nouvelles technologies, ont transformé notre vie de manière radicale. En effet, nous n'avons jamais passé autant de temps sur Internet. C'est prouvé, notamment en France, où une étude³ de Médiamétrie publiée en février 2020 montre que 92 % des ménages ont une connexion Internet, sept personnes sur dix utilisent Internet tous les jours, et six sur dix surfent sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie.

Les 15 à 34 ans sont les plus connectés : ils passent plus de trois heures par jour sur le Web. Selon Eurostat, 91 % des jeunes Européens utilisent Internet tous les jours. Quant à l'UNICEF, elle indique qu'un internaute sur trois a moins de 18 ans.

Internet et les réseaux sociaux offrent ainsi de nouvelles possibilités de liens, de partage d'idées et de militantisme mais sont aussi les vecteurs de nouveaux maux. De plus en plus, des acteurs malveillants utilisent les plateformes électroniques pour propager des idéologies néfastes, répandre de fausses informations ou harceler d'autres internautes. Une étude OpinionWay⁴ (décembre 2018) révèle que **59 % des Français ont fait l'objet d'attaques haineuses sur les réseaux sociaux** à un moment ou à un autre de leur vie. Une autre étude note que **53 % des 18/30 ans ont été victimes de harcèlement en ligne**.

Si le harcèlement en ligne, dit cyberharcèlement, peut toucher n'importe qui, certains groupes sont particulièrement vulnérables : les femmes et les minorités sont des cibles courantes. Dans l'Union européenne, une femme sur dix⁵ a fait l'objet de cyberharcèlement dès l'âge de 15 ans, d'après un rapport de l'ONU. En France, une récente étude de l'Institut Montaigne⁶ révèle que les jeunes

internautes sont de plus en plus conscients des malveillances numériques mais que leurs parents ont tendance à sous-estimer ce danger. Ainsi, si 40 % des parents pensent que leurs enfants ont été confrontés à des contenus nocifs sur Internet, le chiffre réel pour les 11 à 20 ans est 47 %⁷. De même, seuls 21 % des parents pensent que leurs enfants ont vu des contenus antisémites, racistes ou homophobes sur Internet alors que le chiffre réel est proche de 31 %⁸ (figures 1 et 2).

Un récent rapport de l'ISD⁹ met en lumière la quantité de contenus nocifs sur les réseaux sociaux : en France seulement, sur une période de cinq mois, ont été identifiés plus de sept millions de messages haineux sur un échantillon de diverses plateformes. Par ailleurs, le *Panorama de la haine en ligne*¹⁰ de Netino qui analyse des échantillons de messages Facebook publics, a enregistré, de 2018 à 2019, une augmentation de la haine en ligne en France et évalué à 14,3 % la quantité de commentaires explicitement haineux. Les attaques malveillantes augmentent quant à elles en proportion du temps passé en ligne et sont devenues un effet secondaire notable de la pandémie de Covid-19. Selon Bodyguard, une application de modération des contenus, vingt millions de commentaires haineux¹¹ ont été supprimés depuis le début de la pandémie,



La figure 1 montre qu'enfants et adolescents sont conscients des malveillances numériques. Parmi les jeunes, 94 % pensent que la sphère privée sur Internet est importante, 89 % que partager des contenus en ligne est une affaire sérieuse, 74 % qu'ils ont déjà été confrontés à des infox numériques.

Figure 1 : schéma de l'Institut Montaigne sur l'utilisation d'Internet par les jeunes



La figure 2 montre que les parents sous-estiment l'étendue des contenus nocifs en ligne. Seulement 40 % des parents pensent que leurs enfants ont été confrontés à des contenus nocifs sur Internet alors que 47 % l'ont été ; 28 % des parents pensent que leurs enfants ont été confrontés à des contenus pornographiques alors que 36 % l'ont été ; 21 % des parents pensent que leurs enfants ont été confrontés à des contenus racistes, antisémites ou homophobes, le chiffre véritable étant de 31 %.

Figure 2 : schéma de l'Institut Montaigne sur l'utilisation d'Internet par les jeunes

ce qui représente une augmentation de 56 %¹² par rapport à une période « normale ».

Dans la mise à jour de son *Panorama de la haine*, Netino a également constaté une augmentation inquiétante de la haine en ligne durant la période de confinement en France¹³.

Plusieurs pays sont de plus en plus conscients de la nécessité de mettre en place des garde-fous en ligne afin d'empêcher la prolifération de contenus malveillants. Les entreprises technologiques, elles, ont intensifié leurs efforts pour protéger les utilisateurs de leur plateforme. Facebook, Microsoft, Twitter, YouTube, Instagram, Snapchat, Dailymotion, Google+ et Jeuxvideo.com se sont engagés à souscrire au Code de conduite de l'Union européenne visant à combattre les discours de haine illégaux en ligne, un outil auquel des ONG de toute l'Europe ont participé à la conception. Malgré toute cette bonne volonté et certains progrès dans ce domaine, les recherches de l'ISD montrent que les réponses aux malveillances numériques sont bien souvent très insuffisantes et inadaptées. On le constate notamment dans le contexte de la pandémie de Covid-19 lors de laquelle des internautes malintentionnés profitent de la fragilité du public pour répandre de fausses informations et des contenus haineux.

Parallèlement, les gouvernements européens mettent en place une nouvelle législation pour lutter contre la prolifération de la haine sur Internet. Après l'adoption en Allemagne de la loi NetzDG, la députée LREM Laetitia Avia a travaillé en France sur une proposition de loi destinée à lutter contre la haine en ligne et à forcer les entreprises technologiques à supprimer de leur plateforme les propos haineux dans un délai de 24 heures.

Cette loi, votée en mai 2020, requiert la création d'un parquet judiciaire spécialisé pour juger les plaintes et d'un « observatoire de la haine en ligne », créé par le CSA en juillet, ce qui constitue un changement de cap dans la politique du gouvernement français dans ce domaine. Cependant, de nombreux aspects clés de cette loi ont été considérés comme inconstitutionnels par le Conseil Constitutionnel, preuve des difficultés inhérentes mais non insurmontables à légiférer sur l'utilisation d'Internet de manière proportionnée et efficace.

En dehors des efforts législatifs et des mesures mises en place par les entreprises privées, certaines organisations de la société civile ont mis à profit le formidable levier que représentent les réseaux sociaux et Internet pour s'attaquer aux malveillances numériques.

Ces diverses initiatives sont de mieux en mieux coordonnées, y compris au niveau international, ce qui prouve que les réseaux sociaux peuvent alimenter des campagnes transnationales. Ce rapport met en lumière la diversité des efforts de la société civile en France et leur impact tel que constaté à ce jour. Il révèle aussi les obstacles qui demeurent à une approche plus stratégique et encore mieux coordonnée.

Pour s'attaquer de manière efficace à la nature du fléau et à son ampleur, il nous semble indispensable que les trois entités – gouvernement, entreprises privées et société civile – agissent de concert. Chacune peut influencer sur un aspect particulier du problème : régulation stricte et contrôle de celle-ci, transparence des données, campagnes de « contre-discours » et information du public à grande échelle.

L'ambition de ce rapport

En 2019, en France, des associations ont mis en place diverses initiatives afin de lutter contre les malveillances numériques.

Leur but est soit de faire obstacle à la propagande violente et extrémiste, soit d'enseigner aux jeunes à être résilients face aux menaces en ligne et hors ligne.

Ces initiatives ont été menées à différentes échelles, certaines avec une visée internationale, d'autres dans un contexte plus local.

Plusieurs de ces initiatives ont ciblé des problèmes similaires, chacune de manière isolée.

Le travail mené par l'ISD au Royaume-Uni avec des associations locales montre que soutien et coordination peuvent augmenter l'impact de ces initiatives de manière significative¹⁴.

Ainsi, des programmes comme l'Initiative pour le Courage Civique en Ligne (OCCI) et le Fonds pour le Civisme en Ligne (FCL) peuvent aider à unir les forces en présence.

Soutenir signifie notamment donner une meilleure visibilité aux associations, ce qui permet d'augmenter leur rayon d'action, d'inspirer des initiatives similaires et de favoriser un changement systémique plus profond.

Comparables dans leur objectif, l'OCCI et le FCL sont complémentaires dans leur approche. L'OCCI, piloté par l'ISD et soutenu par Facebook, fait un travail de recherche orienté sur les moyens d'action et propose une formation afin d'aider à professionnaliser les initiatives et à accroître leur portée. Le FCL fournit une aide financière aux associations pour qu'elles puissent développer leur rayon d'action et augmenter leur impact. Les deux approches ont le même but : encourager les efforts de la société civile à lutter contre les malveillances numériques.

Ce présent rapport propose un compte rendu provisoire des différentes initiatives et de leur impact constaté à ce jour et en tire les principaux enseignements, lesquels pourront être utiles à d'autres démarches similaires.

Il souhaite également donner une vue panoramique de ces initiatives afin de montrer dans quelle mesure elles sont complémentaires et peuvent accroître mutuellement leur impact.

Notre équipe espère que ce travail inspirera et encouragera d'autres actions de la société civile dans ce domaine.

Principaux objectifs du rapport :

- **montrer l'impact de l'OCCI et des projets soutenus par le Fonds pour le Civisme en Ligne en 2019.**
- **donner des informations utiles aux acteurs de la société civile qui luttent ou souhaitent lutter contre les malveillances numériques**
- **révéler l'effet cumulatif que peut avoir une coordination et un soutien approprié des efforts de la société civile.**

Compte rendu des initiatives

Si les initiatives présentées dans ce rapport constituent un vaste éventail d'actions et ciblent des publics divers, elles ont un objectif commun : créer une société plus unie et plus résiliente. Ce qui suit met en lumière l'impact divers qu'ont ces initiatives et montre qu'elles peuvent obtenir de meilleurs résultats si elles sont coordonnées et non isolées.

Autant l'OCCI que les initiatives financées par le Fonds pour le Civisme en Ligne ont produit un impact considérable sur les publics ciblés, comme le prouvent ci-après les évaluations quantitatives et les retours des bénéficiaires.

Nous présenterons dans ce rapport chaque initiative sous forme d'un résumé des activités, des résultats et des indicateurs d'impact (quand ils sont disponibles).

L'OCCI



L'OCCI

Qu'est-ce que l'OCCI ?

L'Initiative pour le Courage Civique en Ligne est un partenariat stratégique entre l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) et Facebook¹⁵.

Lancé en Allemagne en 2016 puis repris en France et au Royaume-Uni à partir de 2017, il s'appuie sur quatre piliers : la recherche, la formation, la mise en réseau et le soutien aux campagnes.

Il combine technologie, communication, marketing et expertise académique pour renforcer la réponse de la société civile à la haine et à l'extrémisme. L'OCCI tente ainsi de pallier l'absence ou le manque d'outils de lutte efficaces des associations locales et groupes de militants.



Notre coopération avec l'OCCI nous a permis d'enrichir notre compréhension du phénomène de la haine et de l'extrémisme sur les réseaux sociaux, de former des liens avec d'autres acteurs importants du secteur et de créer ensemble des projets fructueux.

Civic Fab



Depuis 2016, l'OCCI a :

- **publié 26 rapports** destinés à fournir des informations précises et pertinentes aux associations. Ces études détaillées présentent des analyses de la propagande extrémiste, des discours de haine et de la récupération d'événements d'actualité par des groupes nuisibles. Les retours des membres de l'OCCI montrent que ces bilans leur ont fourni des renseignements utiles pour leurs campagnes et activités et leur ont permis de se tenir informés des derniers développements dans le domaine de la haine et de l'extrémisme.
- **organisé 27 conférences et tables rondes** et réuni de multiples acteurs des trois pays et d'autres régions d'Europe. Ces réunions ont permis aux participants d'échanger des informations et des résultats de recherches sur la lutte contre l'extrémisme et la polarisation, à des groupes complémentaires et aux intérêts semblables de nouer des partenariats fructueux. **Plus de 1000 acteurs associatifs ont reçu une formation.** Les participants ont systématiquement indiqué avoir acquis ou développé leurs connaissances et compétences au cours de ces réunions.
- **créé des communautés dynamiques** de militants d'associations qui luttent contre tous types de haine et d'extrémisme. **Des dizaines de coopérations** sont nées à partir de ce réseau, notamment la version française de l'initiative #IAmHere : #JeSuisLa.
- **soutenu 45 campagnes de « contre-discours »** destinées à des publics très divers, de groupes vulnérables au grand public. Ces campagnes, qui partagent des messages positifs contre la haine et l'extrémisme, **ont atteint près de soixante millions de personnes.** L'OCCI a en outre créé deux campagnes de contre-discours dans le cadre de « hackathons » d'une journée, campagnes qui ont touché plus de deux millions de personnes à ce jour.





« L'OCCI nous a été d'un précieux secours durant la planification et le déroulement de nos campagnes d'action. Grâce à ses conseils stratégiques, nous avons pu toucher un public plus vaste avec nos messages et faire nôtres de bonnes pratiques à mettre en œuvre dans nos prochaines campagnes. »

AJC Paris



L'objectif ultime de l'OCCI est de réunir divers types d'acteurs, de leur fournir les résultats les plus récents de la recherche sur la haine et l'extrémisme en ligne, de leur fournir des outils pour lancer des campagnes et les former au civisme en ligne, de promouvoir entre eux un esprit de collaboration à travers des conférences et des hackathons pour qu'ils aient plus d'impact en associant leurs efforts.

En France, les activités des membres de l'OCCI sont menées en consultation avec le comité consultatif de l'OCCI qui comprend des représentants des organisations suivantes :

- La branche Française de l'American Jewish Committee,
- Civic Fab,
- Contre-discours online,
- Génération numérique,
- l'Institut français de géopolitique,
- l'Institut français des relations internationales,
- Inter-LGBT,
- Le Refuge,
- La Licra,
- La Ligue des droits de l'homme,
- Le Mouvement contre le discours de haine,
- Renaissance numérique,
- SOS Racisme.

Photo 1 (page précédente) :
Le premier sommet européen
de l'OCCI à Paris, en avril 2019

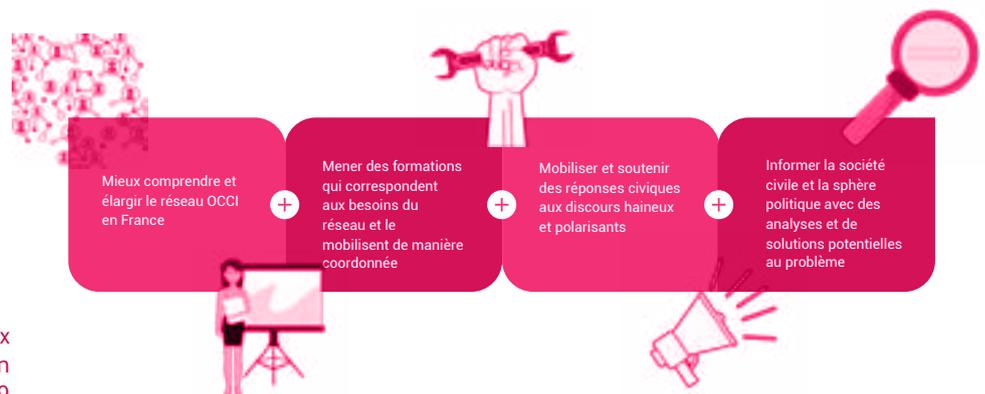


Figure 3 : Les principaux
objectifs de l'OCCI en
France en 2019



L'OCCL apporte un soutien essentiel dans la lutte contre la haine et l'extrémisme en facilitant la collaboration et en professionnalisant notre domaine. Ses formations réunissent les acteurs principaux du secteur pour leur permettre de partager des idées innovantes et des bonnes pratiques.

CIPDR



L'OCCL en France a, en 2019

- **publié son premier rapport de recherche**, intitulé **Cartographie de la haine en ligne**¹⁶. Cette étude est la plus détaillée qui soit au niveau national sur les discours haineux en ligne. Elle fait appel au traitement automatique du langage naturel, couvre onze catégories différentes de discours et analyse, entre autres, les discours haineux, misogyne, homophobe, anti-maghrébin et « capacitiste » (discriminatoire à l'égard des personnes handicapées),
- organisé trois tables rondes et conférences et **formé plus de 100 participants** sur des sujets comme la désinformation et la modération de contenu. L'année s'est achevée sur le **deuxième sommet européen de l'OCCL**, organisé conjointement avec le groupe du Code de conduite de la Commission européenne visant à combattre les discours de haine,
- aidé des associations à nouer des liens entre elles et avec d'autres acteurs du secteur, par exemple des agences gouvernementales ou des entreprises technologiques,
- soutenu la création de **deux campagnes coordonnées pour lutter contre la haine et la désinformation**, l'une en coopération avec #JeSuisLa pour contrer la désinformation au moment des élections au parlement européen, l'autre avec le groupe du Code de conduite de la Commission européenne pour promouvoir un comportement positif et responsable sur les réseaux sociaux. Ces campagnes ont touché des **milliers d'internautes** sur les réseaux sociaux dans toute l'Europe.



Photos 2, 3 et 4 : Sommet Européen de l'OCCL de 2019 à Paris

L'action de l'OCCI montre que l'impact des activités des associations peut gagner en efficacité grâce à un travail de recherche et un soutien continu ainsi que par la création d'un réseau de militants diversifié.

L'OCCI a permis de former des centaines de membres associatifs à la création de campagnes de communication et d'améliorer leur compréhension de l'extrémisme en ligne (figures 4 et 5).

Il est néanmoins possible de faire encore mieux : par exemple, des membres du réseau de l'OCCI ont recommandé plus de soutien technique et créatif pour les campagnes, conjointement aux programmes de formation et à une recherche poussée.

Pour autant, l'OCCI a déjà montré que son action avait un effet durable sur les organisations de la société civile en France et à travers l'Europe.

L'analyse de données est une chose à laquelle de nombreux militants et associations n'ont pas accès. Les recherches de l'OCCI sont ainsi très précieuses pour guider nos activités, elles nous permettent d'être au courant des derniers développements dans le domaine de la haine en ligne.

Licra

Figure 4: Exemple d'étude montrant l'augmentation du niveau de connaissances avant/après une réunion organisée par l'OCCI en novembre 2017

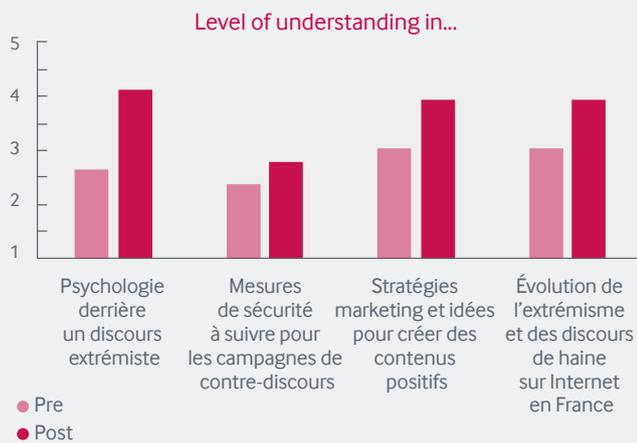


Figure 5: Niveau de satisfaction des participants après le sommet européen de l'OCCI de décembre 2019



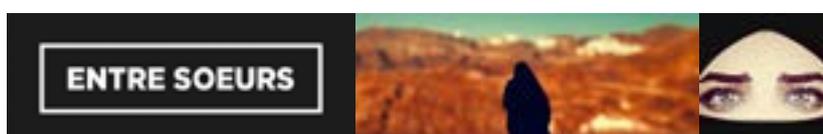
Photos 5, 6 et 7 : Événement organisé en novembre 2019 pour le lancement du rapport *Cartographie de la haine en ligne* en France

Campagnes d'action soutenues par l'OCCI

Entre Sœurs

L'OCCI a réuni des réalisateurs de documentaires et des militants engagés dans la lutte contre l'extrémisme islamiste sur Internet. Les réalisateurs avaient conduit des entretiens avec des Françaises et Belges ayant appartenu à l'État islamique. Les militants, quant à eux, étaient spécialisés dans la connaissance des communautés et rhétoriques de ces mouvances extrémistes en ligne.

Ensemble, ils ont créé une page Facebook pour dissuader les internautes de rejoindre Daech par une déconstruction de la propagande du groupe nourrie d'extraits de ces interviews.



Et toi, le Jihad?

La cheffe de projet de l'organisation citoyenne CivicFab est également une dessinatrice humoristique passionnée. Après avoir rencontré le fondateur de Et toi, le Jihad?, collectif luttant contre la propagande djihadiste lors d'un hackathon créatif de l'OCCI, elle s'est mise à créer des bandes dessinées pour ce collectif, dénigrant l'extrémisme islamiste par la satire.



L'Association Zy'Va et France Fraternités

Le fondateur de l'association Zy'Va et un vidéaste de l'ONG France Fraternités se sont rencontrés à un atelier de l'OCCI et ont collaboré sur une campagne encourageant les jeunes à se mobiliser et s'engager au niveau local par des actions sociales.



Figure 7 : campagne d'action Entre sœurs ; Figure 8 : dessin pour Et toi, le Jihad ? ; Figure 9 : Capture d'écran d'un post sur la coopération entre Zy'Va et France Fraternités

Le Fonds pour le Civisme en Ligne

Facebook France a lancé la première version du Fonds pour le Civisme en Ligne¹⁸ en novembre 2018 dans le but de soutenir des initiatives citoyennes contre la haine.

Une recommandation centrale de l'OCCE est de fournir un soutien financier direct et durable aux acteurs du secteur qui sont en première ligne : les associations locales, les entreprises sociales, les start-ups et autres structures encourageant un usage responsable d'Internet. Ce fonds, doté de 1 million d'euros, répond à cette recommandation.

Le fonds se concentre sur trois domaines d'action :

- **lutte contre le cyberharcèlement** – les initiatives destinées à soutenir les victimes de malveillances numériques ou à sensibiliser le public à l'ampleur et l'impact du cyberharcèlement,
- **lutte contre les discours de haine sur Internet** – les projets destinés à répondre à la haine fondée sur l'origine raciale et/ou ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou la classe sociale,
- **formation de l'esprit critique** – les initiatives destinées au développement de compétences numériques et de comportements citoyens, notamment à l'intention du jeune public.

Les projets ont été sélectionnés en deux temps : les candidatures ont tout d'abord été examinées par l'équipe Politique Publique de Facebook France et par Sparknews, une entreprise sociale dont l'objectif est d'amplifier les initiatives pour le bien commun et d'administrer le fonds. Les candidats présélectionnés ont ensuite été reçus en entretien par un jury d'experts et de représentants de la société civile, lesquels ont aussi défini l'orientation stratégique du fonds.

Le jury a ensuite délibéré pour choisir les initiatives à financer et attribué un grand prix.

Le jury du fonds 2019 se composait de :

- Raymond Artis, Président de la Fédération des Conseils de parents d'élèves (FCPE),
- Julie de Bailliencourt, responsable de la sûreté et sécurité chez Facebook,
- Lola Dubini, influenceuse engagée dans la lutte contre le cyberharcèlement,
- Patrice Huerre, psychiatre de l'enfance et de l'adolescence,
- Frédéric Potier, Directeur de la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH),
- Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie en Seine-Saint-Denis.

Douze initiatives ont été retenues et ont bénéficié d'un soutien de Facebook pendant un an. Onze d'entre elles ont reçu une bourse comprise entre 50 000 et 80 000 euros, la dernière s'étant vue décerner le grand prix d'un montant de 200 000 euros.

Les noms des lauréats ont été annoncés lors de la Journée mondiale pour un Internet plus sûr, le 6 février 2019.

Compétences numériques et haine en ligne



Bibliothèques Sans Frontières

L'association Bibliothèques Sans Frontières¹⁹ (BSF) a été fondée en 2007 pour faciliter l'accès à l'information et le travail éducatif et encourager la coopération culturelle par des dons de livres et un soutien des bibliothèques à travers le monde, notamment dans les zones vulnérables.

En 2014, BSF créait Voyageurs du numérique, un logiciel d'apprentissage en *open source* de la programmation informatique destiné à un large public.

Avec le Fonds pour le Civisme en Ligne, BSF a intégré dans cet outil un nouveau module d'apprentissage à la citoyenneté numérique. Ce module a été conjointement distribué par le biais du réseau de partenaires de BSF et à l'occasion d'interventions sur le terrain, avec un ciblage particulier des zones défavorisées.

BSF va organiser des ateliers de « formation de formateurs » avec pour objectif de former cinq cents bénévoles et professionnels à l'enseignement de ce nouveau module.

BILAN ET RÉSULTATS

4

nouveaux modules de formation à la citoyenneté numérique ont été mis au point pour la formation en ligne ouverte à tous (FLOT) de BSF. Depuis la création de ces modules, l'utilisation de la plateforme numérique a augmenté de 25 %.

4

hackathons ont eu lieu, réunissant un total de 179 participants, dont l'objectif était d'imaginer des idées innovantes pour l'enseignement de la citoyenneté numérique. En sont sortis 23 projets dont quatre vont continuer à être développés par BSF.

Plus de 100

nouveaux outils pédagogiques ont été créés, dont 20 modules de formation à la citoyenneté numérique traitant de sujets tels que la gestion de l'identité numérique, la sécurisation des données personnelles, la protection de la sphère privée sur Internet et la vérification des informations.

772

éducateurs professionnels

ont été formés à l'utilisation des nouveaux outils pédagogiques dans les ateliers de « formation des formateurs ».



92% d'entre eux ont jugé la formation satisfaisante et fait l'éloge du module sur la sécurisation des données personnelles.



800 ateliers ont été organisés par ces éducateurs, ce qui a permis de former **33500 élèves**.

Après avoir suivi la formation de BSF, les éducateurs se sont sentis **mieux équipés pour enseigner seuls les programmes d'apprentissage de la citoyenneté numérique (ACN)**.



Leurs retours d'expérience indiquent que cette initiative aide les jeunes Français à développer leur esprit critique et à acquérir des compétences numériques.



Photos 10, 11, 12 : ateliers de Bibliothèques Sans Frontières

Civic Fab

Civic Fab²⁰ est une organisation citoyenne qui lutte pour la cohésion sociale en promouvant des solutions numériques innovantes pour combattre la radicalisation, contrer les discours de haine et les idées extrémistes et renforcer l'esprit critique. Son travail se partage entre activités en ligne et interventions sur le terrain. À titre d'exemple, elle organise des campagnes de contre-discours en ligne qui touchent quelque 15 millions de personnes et des ateliers dans toute la France pour former des jeunes vulnérables.

Grâce au Fonds pour le Civisme en Ligne, Civic Fab a lancé une série d'ateliers créatifs intitulés « Histoires de... »²¹. Il s'agit d'un programme d'apprentissage à la citoyenneté numérique (ACN) qui forme des jeunes âgés 13 à 24 ans issus de zones défavorisées.

Dans une première phase (plusieurs séances), l'objectif est de développer l'esprit critique des jeunes participants. Dans un second temps, un concours de vidéo-clips est organisé : les participants doivent ainsi créer une vidéo sur un sujet qui a retenu leur attention au cours des séances de discussion (par exemple les rumeurs, l'amitié, la foi) dans l'optique de transmettre un message positif à leurs camarades et contrer la haine ou la manipulation des émotions qui sévissent en ligne.

BILAN ET RÉSULTATS



20 jeunes animateurs ont été formés à diriger les **4** ateliers de la première phase.



Les ateliers « Histoires de... » ont aidé **180** jeunes à développer leur esprit critique.



20 vidéo-clips ont été créés dans le cadre du concours de vidéos pour contrer la haine (encore en cours à ce jour).

À l'issue du programme, **86%** des participants étaient capables de donner un exemple de manipulation en ligne et



85% d'identifier le moyen de se protéger contre les rumeurs. De plus, 90 % des participants ont indiqué avoir une meilleure compréhension de la désinformation en ligne et 81 % étaient aptes à fournir au moins deux exemples de ces dérives sur Internet.



« Je trouve que les deux courts métrages proposent un bon récit, le sujet est bien abordé et on sent le travail d'écriture. » – Membre du jury du concours de vidéo-clips.



Photo 13 : Photo prise lors d'un atelier de Civic Fab

L'École Supérieure du Journalisme de Lille

L'École Supérieure du Journalisme de Lille (ESJ)²² est une institution renommée fondée en 1924. L'association ESJ, créée en 1961, a pour objectif de soutenir des programmes innovants qui promeuvent un accès universel à l'éducation, de développer l'esprit critique chez les jeunes et de leur enseigner à mieux identifier et contrer la désinformation.

Grâce au soutien du Fonds pour le Civisme en Ligne, l'ESJ a lancé l'initiative « NewsTruck » (studio mobile) pour enseigner aux jeunes à réfléchir comme un journaliste le ferait au cours d'une expérience en immersion. Ainsi, des jeunes ont accompagné une équipe de professionnels des médias dans un « NewsTruck » doté d'outils radiophoniques, télévisuels et numériques en reportage dans des zones rurales défavorisées du nord de la France.

Ont également été organisés des ateliers pour travailler avec les jeunes sur l'esprit critique et leur transmettre les moyens de reconnaître des infox, les encourager à se mobiliser pour contrer les discours de haine sur Internet, etc.

BILAN ET RÉSULTATS



Le NewsTruck, avec tout l'équipement audiovisuel et pédagogique requis, a été utilisé au cours de **120 séances de formation** dans plus de **70 collèges**. Plus de **2500 jeunes** en ont profité.



Plus de **25 journalistes** ont été formés à l'utilisation des outils pédagogiques du NewsTruck.



Pour accompagner ces séances de formation, **2 jeux de société éducatifs** (de type jeu d'évasion immersif accompagné d'une série de 12 vidéos) ont été créés.



Les élèves, après avoir acquis et développé certaines compétences médiatiques (apprentissage de la conduite d'interviews et de la rédaction d'articles de presse), ont indiqué avoir **progressé dans leur compréhension des compétences-clés de la citoyenneté numérique** (comment identifier une fausse information par exemple).



Une majorité des participants sondés a souligné l'importance de **vérifier les informations avant de les partager**, un élément clé de la citoyenneté numérique.



Les professeurs ont également exprimé leur satisfaction, notamment concernant **le caractère interactif des jeux éducatifs proposés**.



Photo 14 : le « NewsTruck » utilisé par l'ESJ ;

Photo 15 : l'équipe en plein travail

Tralalère

Fondée en 2000, l'association **Tralalère**²³ propose des contenus éducatifs numériques engagés. Avec une équipe de vingt-cinq experts de l'éducation, elle exerce son activité principalement à Paris et dans le sud-ouest de la France. Elle a noué des partenariats aussi bien avec des acteurs du secteur éducatif formel (tels la Commission européenne et le ministère de l'Éducation Nationale) qu'informel (Ligue de l'enseignement).

En 2018, avec le soutien du ministère de l'Éducation Nationale, elle a créé le programme éducatif **Info Hunter**²⁴, lancé à l'occasion de la Journée mondiale pour un Internet plus sûr. Ce programme, destiné à développer l'esprit critique chez les jeunes, cible deux groupes spécifiques : les enfants scolarisés en école primaire (6 à 10 ans) et les lycéens (16 à 18 ans). Le Fonds pour le Civisme en Ligne a fourni à Tralalère un soutien financier qui lui a permis de poursuivre et parfaire ce projet (finalisation de la conception des ressources numériques, ajout de nouvelles fonctionnalités au contenu éducatif, lancement de la partie numérique avec l'aide de 700 citoyens bénévoles et 5000 animateurs, etc.).



Photo 16 : atelier dans une école ;

Photo 17 : programme éducatif Info Hunter

BILAN ET RÉSULTATS



Ajout d'une nouvelle fonction

de modification à la plateforme pour permettre aux animateurs de personnaliser l'outil et l'adapter à différents cadres et différents publics.



Dispense de séances de formation à des animateurs

de la Ligue de l'enseignement et de Bibliothèques sans frontières - qui disposent désormais des compétences nécessaires pour utiliser la nouvelle version d'Info Hunter avec leur public.

NB : Depuis début 2019, plus de 6000 éducateurs ont utilisé Info Hunter et en ont fait profiter près de 50 000 élèves. La nouvelle version a été lancée début 2020.



Les élèves sont sollicités d'un bout à l'autre des séances de formation.

Les comparaisons réalisées avant et après formation montrent qu'ils sont **plus enclins à questionner les informations** qu'ils reçoivent après la formation.



À l'issue des sessions de formation, certains élèves ont déclaré être désormais **« plus attentifs aux détails »** des informations qui leur sont fournies, d'autres qu'ils **« se poseront plus de questions »** à l'avenir – ces commentaires reviennent fréquemment.



« Cette journée a vraiment été intéressante, les participants (élèves et enseignants) ont posé de nombreuses questions et ont exprimé leur satisfaction. 4 classes de sixième ont participé à ces ateliers. »



Cette formation a enseigné aux élèves

à repérer les informations trompeuses, les tentatives de désinformation et les théories du complot. Elle leur a permis de comprendre ce que recouvrent ces concepts et leur a montré comment les identifier sur Internet. En outre, elle leur a donné les clés pour reconnaître les biais dans la présentation des informations et les a encouragés à faire usage de leur esprit critique sur Internet.



Devant le succès de cette opération et l'abondance des réactions positives recueillies auprès des utilisateurs, Tralalère projette de **créer de nouveaux modules** spécifiquement dédiés à des sujets-clés tel que les discours de haine.

InFocus

Créé en 2014, **InFocus**²⁵ est une agence vidéo engagée qui conçoit, produit et présente des films destinés à un vaste public.

L'objectif de ces films à caractère social est d'initier un changement de comportement et d'encourager les spectateurs à passer à l'action.

À ce titre, InFocus organise des campagnes de communication, produit des web-séries et des documentaires pour la télévision, dont l'un a été primé au festival Deauville Green Awards.

En collaboration avec l'école maternelle et primaire Le Blé en herbe, InFocus a créé une série de treize vidéos destinées à être partagées en ligne. Elles ont pour but de développer l'esprit critique et la cohésion sociale – dans les classes et ailleurs – et s'appuient sur des témoignages d'élèves. On y voit des élèves discuter de leurs expériences personnelles et faire usage d'outils, méthodes et exercices conçus pour développer l'esprit critique. Les parents et les enseignants sont les publics cibles de ces vidéos.

BILAN ET RÉSULTATS



Création d'une plateforme publique pour accueillir 13 vidéos.

NB : Même si la campagne de lancement officielle a été retardée, le but est de parvenir à toucher parents et enseignants, partout en France.



InFocus a créé des partenariats, notamment avec l'Éducation Nationale et l'association Ashoka, afin d'élargir son rayon d'action et augmenter son impact.



Photo 18 : Capture d'écran d'une vidéo d'InFocus intitulée « Conseil de classe – Vis ma classe »

La Licra

Fondée en 1927, la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (Licra)²⁶ lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination et défend les droits de l'homme et les valeurs républicaines.

Elle dispose d'un réseau de 62 sections et de quelque 3000 militants en France et à l'étranger.

Lors des élections présidentielles en France en 2017, elle a créé un « campus numérique » antiraciste afin de s'adresser aux jeunes de manière plus directe et engageante. Un vaste éventail de sujets est ainsi traité sur cette plateforme, parmi lesquels la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la discrimination, la laïcité, les théories du complot, la négation de la Shoah, les politiques mémorielles, la culture, la liberté d'expression et la radicalisation.

La LICRA compte utiliser les fonds qu'elle a reçus du Fonds pour le Civisme en Ligne pour étendre la portée de ce programme, avec pour objectif d'atteindre le nombre de 5000 jeunes inscrits en France et dans les pays francophones.

BILAN ET RÉSULTATS



Création de **10** nouveaux modules sur sa plateforme numérique où interviennent des experts de différents domaines, notamment la discrimination, la radicalisation, les théories du complot et la lutte contre le racisme.



Développement, grâce au concours du Fonds pour le Civisme en Ligne, **des partenariats** pour la mise en œuvre de ce projet (Fonds du 11 janvier, Fondation pour la Mémoire de la Shoah et CIPDR).



Photo 19 : campagne de la LICRA « Facing Facts »

Génération Numérique

Génération Numérique²⁷ a pour but de promouvoir l'esprit critique et d'œuvrer à la sécurité sur Internet. Elle organise des ateliers (y compris sur Internet) et crée des outils pour relever les défis de l'éducation à la citoyenneté numérique.

Depuis 2004, l'équipe de Génération numérique a interagi avec plus de cinq millions d'adolescents et quelque 900 000 adultes (parents, enseignants, assistants sociaux).

La bourse que lui a allouée le Fonds pour le Civisme en Ligne lui a permis de lancer *Chasseurs d'Infox*²⁸, un programme qui propose des ateliers aux jeunes âgés de 9 à 12 ans. Par le biais d'études de cas et d'exercices pratiques, divers sujets sont abordés tels que la sécurité sur Internet, la publicité en ligne, les compétences médiatiques, les biais cognitifs et la réaction aux informations que l'on reçoit.

BILAN ET RÉSULTATS



En 2019, Génération numérique a organisé **105 ateliers d'éducation à la citoyenneté numérique** qui ont formé plus de **3100 élèves** à travers la France,



17 animateurs supplémentaires ont été formés pour diriger ces ateliers, ce qui a permis d'élargir le rayon d'action du programme et son impact,



Les élèves ont dès lors pu **développer leur esprit critique**, accroître leur aptitude à vérifier les informations qu'ils reçoivent et apprendre à reconnaître les informations trompeuses et les infox,

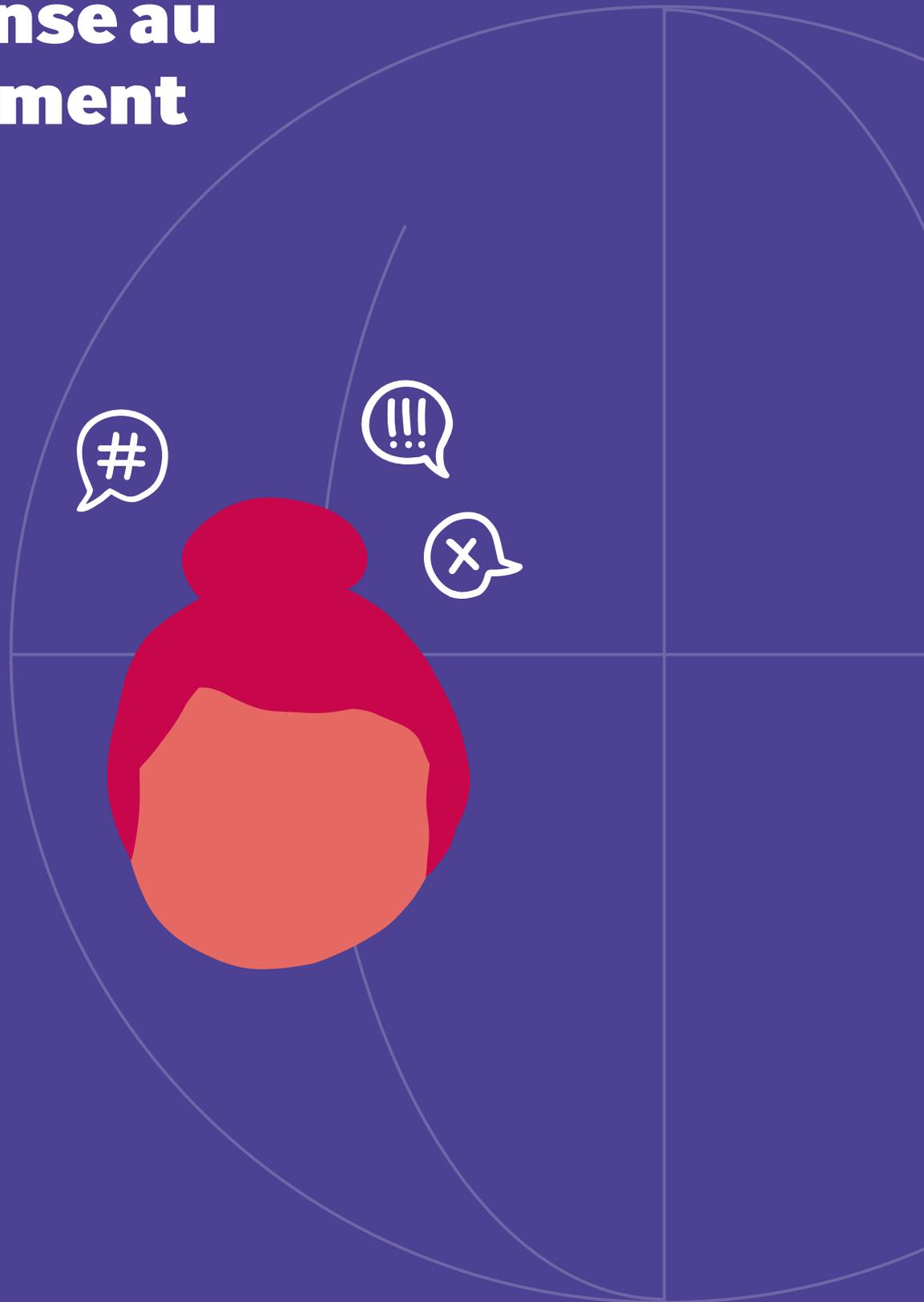


Les enseignants et directeurs d'école ayant participé à ce programme ont réagi avec enthousiasme, soulignant combien ces ateliers sont utiles pour **donner aux jeunes de solides compétences pratiques** en termes de capacité à évaluer les contenus en ligne et y répondre.



Photo 20 : Discussion entre Karim Amellal (Civic Fab) et Cyril Di Palma (Génération Numérique) à l'évènement du Fond pour le Civisme en Ligne

La réponse au harcèlement



Lauréat du grand prix : Résonantes

L'association **Resonantes**²⁹ a été fondée en 2015. Son objectif est de trouver des solutions innovantes pour lutter contre les violences faites aux filles et aux femmes, en particulier à celles âgées de 15 à 25 ans. Elle s'efforce de sensibiliser l'opinion sur la nature et les conséquences de la misogynie et du sexisme, vient en aide aux victimes et témoins de violences auxquelles elle offre un lieu sûr et réalise un travail de prévention. Elle déploie ses activités aussi bien sur le terrain (interventions dans les écoles, les MJC, etc.) que sur Internet (mise à disposition d'outils numériques d'aide aux victimes et aux témoins).

Resonantes a mis à profit la dotation de son grand prix pour améliorer et promouvoir son application mobile **App-Elles**³⁰, un service gratuit conçu pour venir en aide aux victimes et témoins de violences créé en 2015.

L'outil App-Elles facilite l'accès aux ressources et informations indispensables en cas d'agression, permettant ainsi aux victimes de harcèlement de contacter rapidement leurs proches, les services d'urgence et d'autres associations d'aide.

Il s'agit donc d'un complément aux services fournis par les autorités que l'on peut, par exemple, mettre en œuvre à l'aide d'un bracelet connecté en Bluetooth pour contacter les services d'urgence discrètement. Grâce aux fonds obtenus au travers de ce grand prix, l'association a créé une nouvelle version d'App-Elles pour iOS et mis à jour la version disponible sous Android. Elle a également lancé une campagne de communication pour promouvoir ce service à plus grande échelle (l'objectif est d'atteindre 100 000 téléchargements dans un premier temps).



Photo 21 : Diarata N'Diaye, fondatrice et directrice de Résonantes (à droite), avec Marlène Schiappa, ancienne secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes (au centre), et Michelle Gilbert, Directrice de la Communication chez Facebook (à gauche) lors de la remise du grand prix lors de l'événement du Fonds pour le Civisme en ligne, en 2019

BILAN ET RÉSULTATS



App-Elles, désormais disponible sous iOS et Android, a déjà **triplé son nombre d'utilisatrices**. Les projections pour fin 2020 évaluent le nombre de téléchargements à 200 000, ce qui signifie que **de plus en plus de femmes auront accès aux informations essentielles** pour obtenir de l'aide en cas de harcèlement ou de violence domestique.



À la suite de la campagne de communication menée par l'association, la RATP et TRANSDEV ont annoncé leur intention d'**intégrer l'application dans leur service d'aide d'urgence**.

Par ailleurs, certains lycées ont également commencé à utiliser App-Elles pour sécuriser leurs élèves. L'application a enfin eu des résonances internationales : Dakar, la capitale du Sénégal, a annoncé sa volonté d'en faire usage.

Plus de **3000**

associations d'aide sont désormais répertoriées sur l'application dont l'utilité grandit avec l'augmentation du nombre de ressources d'aide aux victimes.



App-Elles a gagné en visibilité auprès du grand public et sensibilisé à la violence domestique et au harcèlement. Ainsi, la probabilité augmente pour que les victimes ou témoins de violence puissent bénéficier de ses services. Conséquence de la campagne de communication : l'application a été **mentionnée plus de 30 fois** dans les médias, y compris dans de grands médias nationaux comme Le Monde et France24.



Les retours d'expérience des utilisatrices révèlent que l'application s'est avérée **utile pour élucider des cas de harcèlement et restaurer la confiance des victimes** lorsqu'elles sont dans l'espace public.

Cap'Ados Caen

Fondée en 2005, l'association Cap'Ados crée des programmes innovants pour venir en aide aux enfants et aux adolescents en traitement psychiatrique au CHU de Caen.

Hébergée sur le lieu même de l'hôpital, l'association a conçu une série de projets thérapeutiques et préventifs, de la mise en place d'un jardin thérapeutique à des initiatives artistiques et culturelles visant à améliorer la santé mentale des jeunes.

Cap'Ados a constaté que le personnel hospitalier était confronté à un accroissement inquiétant du harcèlement psychologique, phénomène devenu une des causes majeures des problèmes mentaux dont les jeunes Français sont atteints.

Sur la base de données obtenues à partir d'entretiens de trente jeunes victimes, Cap'Ados a conçu un nouveau programme ciblant les écoliers de la région.

Il consiste en une série d'activités de groupes destinées à redonner confiance aux victimes de harcèlement, dont un atelier de théâtre-forum auquel peuvent participer vingt-quatre jeunes sur une période d'un an. Cap'Ados a en outre lancé un programme thérapeutique à l'intention des familles de jeunes victimes de harcèlement pour leur permettre de partager leur expérience et s'aider mutuellement.



Photo 22 : l'équipe de Cap'Ados avec Patrick Bruel lors de l'événement du Fonds pour le Civisme en Ligne, en 2019

BILAN ET RÉSULTATS



Cap'Ados a mis au point le programme d'atelier théâtral : deux animateurs ont été formés pour le mettre en œuvre et 10 jeunes ont participé aux **22 séances d'ateliers thérapeutiques**.



À l'issue de ce programme, les animateurs ont constaté un progrès dans l'aptitude des participants à **gérer la honte née du harcèlement** qu'ils ont subi et à travailler de manière productive sur le traumatisme occasionné.



Dans leur retour d'expérience, les participants ont parlé des liens qu'ils ont formés avec des jeunes ayant vécu des expériences similaires et qui leur ont donné confiance. **Ces liens ont contribué à réduire l'anxiété** que leur cause l'environnement scolaire et les ont aidés à retourner en classe.



L'équipe projet a créé **un réseau régional de partenaires** – directeurs d'établissement, enseignants, psychologues – de manière à identifier les victimes de harcèlement susceptibles de bénéficier du programme.



À la suite du succès de l'essai pilote, **14 jeunes ont débuté l'atelier** en 2020.



L'équipe projet a enfin **publié un article sur sa méthodologie et les résultats obtenus** dans les Annales médico-psychologiques pour le bénéfice de futures recherches et interventions.

Urban Prod

Fondée en 1998 par un groupe de photographes passionnés, l'association **Urban Prod**³¹ enseigne à des habitants de Marseille à utiliser des outils numériques dans un but créatif.

Elle mène des projets artistiques, organise des ateliers numériques dans les quartiers défavorisés de la ville et gère une société de production qui épaula des réalisateurs locaux. Elle poursuit également des projets en dehors de Marseille, à travers l'Europe.

Dans le cadre de sa « Podcast Factory », Urban Prod a lancé **YESSS**³², le podcast des « Warriors ». Celui-ci présente des témoignages et débats de défense des droits des femmes et de lutte contre le harcèlement sexuel. Il a été conçu par la journaliste Anaïs Bourdet, fondatrice du site Internet *Paye Ta Shnek*, dédié à récolter des témoignages de femmes victimes de harcèlement de rue.

Urban Prod a mis à profit l'aide financière du Fonds pour le Civisme en Ligne pour augmenter l'audience de YESSS et en a réalisé l'un des podcasts féministes les plus écoutés de France.

YESSS fournit enfin une plateforme aux femmes victimes de sexisme, montre l'impact quotidien du harcèlement et les traumatismes qu'il engendre dans le but de fournir des informations pratiques aux victimes, notamment à celles qui s'engagent dans une procédure judiciaire.

BILAN ET RÉSULTATS



Au cours de l'année 2019, Urban Prod a produit **16 épisodes de podcast** qui ont totalisé plus de 500 000 écoutes et attiré environ 30 000 auditeurs réguliers.



Urban Prod a également organisé des podiums de discussion sur le sexisme dans les grandes écoles et l'industrie musicale, réunissant plus de **400 participants**.



Le podcast a fait l'objet de comptes rendus dans **9 médias** et a reçu le prix du ministère de la Culture au Paris Podcast Festival de 2019. Il a pu ainsi accroître la portée de son message.



Le succès de ce podcast a en outre permis de sensibiliser le public au problème du harcèlement sexuel en France, de renforcer la solidarité entre les femmes et les hommes et de s'attaquer au sexisme dans la vie quotidienne.



Les podiums de discussion organisés par Urban Prod ont permis de **faire réfléchir un jeune public à des sujets spécifiques**. À titre d'exemple, la table ronde qui s'est tenue à Sciences Po a été l'occasion de partager des expériences sur le sexisme dans le contexte étudiant.



Photo 23 : podium de discussion sur le podcast YESSS ; Photo 24 : YESSS reçoit le prix du ministère de la Culture au Paris Podcast Festival ; Photo 25 : réunion organisée par Urban Prod

e-Enfance et Reverso

e-Enfance³³ est une association dédiée à la fois à la protection de l'enfance et de l'adolescence sur Internet et à l'information des familles sur les bonnes pratiques numériques.

Elle mène une activité de sensibilisation dans l'enseignement primaire et secondaire en France et forme des éducateurs à ce sujet.

Avec l'aide du Fonds pour le Civisme en Ligne, e-Enfance a créé, en étroite collaboration avec l'équipe d'experts de Reverso, un vidéo-clip en réalité virtuelle afin de mettre en lumière les risques liés au harcèlement en ligne et hors ligne. Ce clip permet aux jeunes d'être virtuellement témoin d'un acte de harcèlement, donc de les sensibiliser au problème et d'accroître leur empathie pour les personnes cibles. Le scénario du clip s'inspire de témoignages réunis sur Net Ecoute, le service d'assistance téléphonique d'e-Enfance dédié aux victimes de harcèlement en ligne.

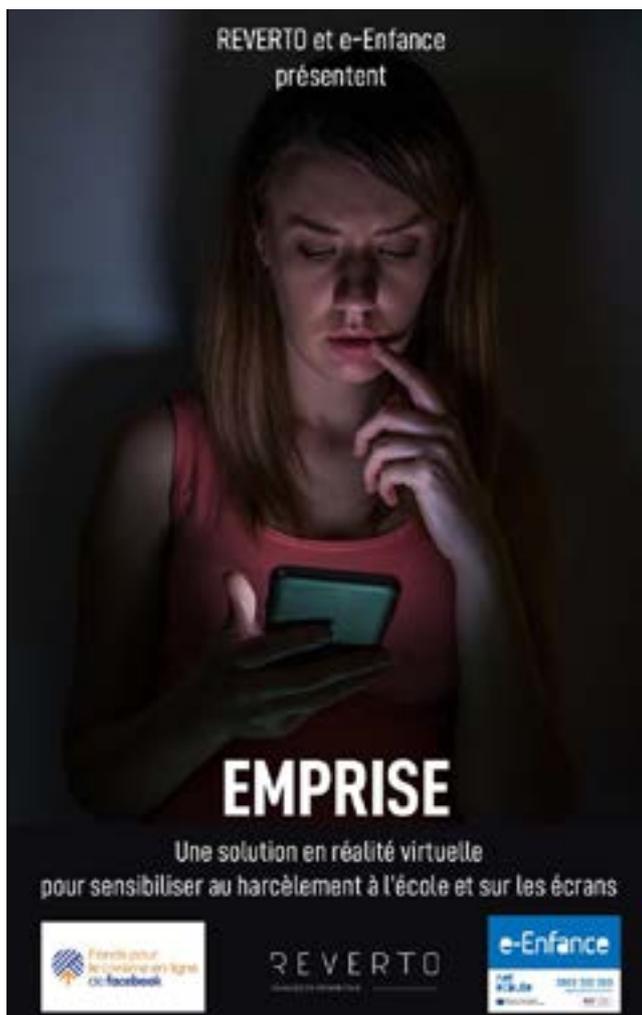


Photo 26 : affiche d'une campagne d'e-Enfance et Reverso

BILAN ET RÉSULTATS



Sur la base de témoignages réunis par e-Enfance, a été écrit **un scénario pour un clip en réalité virtuelle** qui a été réalisé avec sept acteurs. De plus, l'association a également produit un teaser de deux minutes destiné à une large diffusion,



Le clip a été testé dans l'école même où il a été réalisé et a reçu un accueil extrêmement positif : 90 % des élèves interrogés l'ont trouvé **utile pour sensibiliser au harcèlement** et 40 % ont dit qu'ils pouvaient s'identifier avec les témoins du clip.



La pandémie Covid-19 a retardé la diffusion plus large du clip mais e-Enfance et Reverso réfléchissent à des moyens de le **rendre disponible en dehors de séances guidées en milieu scolaire.**

« Cette solution peut être un déclencheur, une prise de conscience par rapport au groupe qui reste passif dans ces situations. »

Avis émis

MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne)

Le **MRJC³⁴** est une association présente dans quarante départements qui œuvre pour une revitalisation des territoires ruraux en France. Gérée par des moins de 30 ans, elle organise des activités pour les jeunes, notamment des projets de cohésion sociale dans les domaines de l'agriculture, la démocratie locale et l'environnement.

Avec le soutien du Fonds pour le Civisme en Ligne, elle a lancé un projet pour évaluer la gravité du harcèlement de genre et du harcèlement sexuel dans les territoires ruraux de France et concevoir des solutions efficaces à ces fléaux.

Elle a ainsi mis en place une plateforme numérique pour réunir des témoignages de jeunes victimes de harcèlement, créé une série de vidéos et des outils de communication pour sensibiliser au problème et organisé une conférence nationale afin de définir des recommandations dans la lutte contre les stéréotypes, la violence, le harcèlement de genre et le harcèlement sexuel.



Photo 27 : Capture d'écran de la vidéo du MRJC « Unique en mon genre : Olivier et Hugo »

BILAN ET RÉSULTATS



Pour réunir des témoignages, le MRJC a créé une **plateforme numérique** et l'a lancée avec une stratégie de communication ambitieuse.

10

témoignages ont été sélectionnés pour une première série de vidéos, dont 8 étaient réalisées au moment de la rédaction de ce rapport. Les activités organisées dans le cadre de la collecte de témoignages ont touché plus de **500 personnes**.



Les vidéos lancées en 2019 ont été vues

plus de 2500 fois sur YouTube et **plus de 7100 fois sur Facebook**.

Les nouvelles vidéos qui ont été postées en 2020 ont contribué à augmenter la portée du projet et l'impact de son message.



Le MRJC a organisé une **table ronde** sur le genre et la sexualité en territoire rural avec la participation de 25 personnalités venues de toute la France.



La campagne de communication, construite à base de vidéos, a permis de **mieux sensibiliser le public sur ce que signifie vivre en territoire rural pour les membres de la communauté LGBTQ+** et donner de la visibilité et une voix à ceux dont on entend rarement parler.

Conclusion

Nous l'avons vu, les projets passés en revue dans ce rapport vont de la simple intervention locale à l'initiative destinée à un large public. Ils ont tous, démontré leur utilité.

Ceux, comme App-Elles et YESSS, visent à sensibiliser le public et à soutenir les victimes de harcèlement sexuel. Quant à l'InfoTruck de l'ESJ et la plateforme Info Hunter de Tralalère, ils forment des élèves à reconnaître les informations trompeuses et les infox.

Ces initiatives, aussi diverses que complémentaires, sont nécessaires pour lutter contre l'écosystème en perpétuelle évolution des malveillances en ligne. Même si elles ne représentent qu'un instantané du chemin qui a déjà été parcouru dans cette lutte, elles se veulent être sources d'inspiration pour celles et ceux qui souhaitent s'y associer ou étendre le travail déjà entrepris.

Tirer les enseignements de ces projets permettra à l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre la diffusion de la haine en ligne d'améliorer constamment leurs actions, tant le défi posé ne cesse d'évoluer dans un territoire de « chasse » vaste.



Recommandations

À l'attention des financeurs

Les organismes de financement et autres organisations subventionnaires doivent fournir un soutien durable aux organisations de la société civile (OSC) en mesure de s'attaquer aux malveillances numériques.

Fortes de leur expertise et/ou position dans leur secteur, de nombreuses OSC sont crédibles pour agir et sont les mieux placées pour répondre de manière adaptée aux nouveaux dangers qui menacent. Des cadres, comme ceux représentés par l'OCCI et le Fonds pour le Civisme en Ligne, peuvent créer des solutions innovantes. Pour le faire de manière efficace (phase pilote suivie d'un déploiement adapté), des ressources sont nécessaires, voire indispensables. Comme le constate la publication de l'ISD *Research into the impacts of the Covid-19 pandemic on online discourse*, l'écosystème des malveillances numériques évolue sans cesse et les OSC ont besoin de moyens pour répondre rapidement à ces changements.

Devoir s'engager dans un processus de candidature long et souvent onéreux en « simple » réaction, lors de l'occurrence d'une nouvelle crise, ne fait que retarder la délivrance d'une réponse forte, d'autant qu'un tel processus accapare les acteurs terrain à un moment critique où leur présence est requise pour accomplir des tâches essentielles de lutte contre la haine.

Ce « souci » est amplifié par le fait que très peu de financeurs adoptent des indicateurs cohérents pour mesurer l'impact des projets ou fixent des objectifs à long terme dans la lutte contre la haine. De fait, les organismes de financement n'offrent parfois aucune aide pour estimer l'évaluation d'impact et demandent aux candidats bénéficiaires de définir leur propre objectif, ou plus souvent redéfinissent le cadre d'évaluation à chaque nouvel apport de fonds.

De ce fait, les candidats au financement doivent repenser leurs activités à chaque nouvelle proposition et s'adapter à un langage et à des critères sans cesse changeants en termes de suivi et d'évaluation (S&E). Certes, l'impact d'initiatives d'intérêt général est souvent difficile à identifier et à quantifier, notamment pour les petites associations. Par conséquent, le S&E est trop souvent parcellaire ou ponctuel et bien des associations n'ont ni l'expertise ni les ressources nécessaires pour réaliser une évaluation pertinente. Cela rend impossibles les comparaisons entre différentes initiatives, représente un frein à une compréhension plus globale de l'impact et annihile toute forme de réponse stratégique et coordonnée.

Il est donc indispensable, de notre point de vue, que les financeurs prennent en main le S&E et aident à analyser et accroître l'impact des activités des OSC. Une telle préconisation, si elle est suivie, permettrait de définir des réponses plus stratégiques à long terme, en particulier de mieux cibler les investissements et de se mobiliser autour d'objectifs communs.

Les OSC ont besoin d'être mieux soutenues – au plan financier mais aussi technique – pour pouvoir mener à bien une analyse minutieuse de leurs efforts en faisant appel notamment à la théorie du changement, à des indicateurs qualitatifs et quantitatifs viables et à des méthodes de collecte de données appropriées. Il faut, dès le départ, que ces outils soient intégrés aux projets et non réunis après coup. Le travail rétrospectif passe souvent à côté d'indicateurs de base essentiels qui permettent une véritable évaluation de l'impact, une bonne attribution, etc. Le soutien des organismes de financement à leurs bénéficiaires pourrait ainsi inclure une formation en S&E ou la mise à disposition de modèles, cadres et approches centralisées.

On pourrait également songer à une meilleure coordination au sein de la communauté des financeurs – il faudrait que ceux-ci adoptent, là où c'est possible, des critères d'évaluation communs qui permettent des comparaisons entre projets, afin de construire une image globale de l'impact.

Suivre de telles recommandations de « bon sens » permettrait non seulement de voir quels projets sont particulièrement efficaces mais aussi de standardiser la collecte de données si bien que les différentes activités pourraient être soumises à une analyse transversale.

À l'attention des entreprises technologiques

Au-delà des fonds et de la communication, il est primordial que les entreprises technologiques fournissent une aide technique et un soutien marketing en termes d'analyse à la société civile qui manque cruellement de ressources.

Un investissement ambitieux et durable dans un cadre multisectoriel est nécessaire pour trouver des solutions innovantes dans le domaine de la technologie civique. Cela impliquerait, de facto, d'accepter de partager des données avec des instituts de recherche fiables pour réaliser les analyses de tendances qui guideront les interventions futures. Il s'agira également de former les OSC dans des domaines d'expertise que les entreprises ont en interne telles que les mesures d'engagement et « l'écoute des réseaux sociaux ».

L'OCCI montre que plus la compréhension en temps réel de l'écosystème en ligne par les associations est maîtrisée, plus leur réponse aux malveillances numériques est rapide. Néanmoins, les entreprises technologiques éprouvent souvent des réticences à rendre ces défis publics sur leur plateforme, bien que cette mesure soit indispensable pour garantir une réponse multi-sectorielle efficace. Les plateformes doivent, selon nous, continuer à accroître la transparence et permettre aux OSC de répondre aux malveillances numériques d'une manière nuancée et sur mesure.

Il est important de noter ici que l'apparition de la pandémie Covid-19 a renforcé l'urgence de s'attaquer à la haine et au harcèlement en mettant à profit les nouvelles technologies (par exemple avec les formations en ligne ouvertes à tous, les interventions éducatives à distance, les plateformes de messagerie et de vidéo, les alertes automatiques et les campagnes de communication numériques, etc.). La crise sanitaire a aussi créé de nouveaux obstacles, surtout en termes d'accès au financement. De fait, les mécanismes de financement doivent s'adapter au contexte extérieur.

Des projets tels qu'« Info Hunter » ou « Unique en mon genre » peuvent être sans doute facilement étendus alors que d'autres, comme « Histoires de... » nécessiteront une adaptation du fait des restrictions en cours sur les grands rassemblements.

Cela souligne encore l'importance d'un soutien financier durable afin que les équipes des associations puissent non seulement riposter à temps aux nouvelles malveillances numériques mais aussi faire face aux contingences extérieures qui ont un impact sur leurs initiatives sans en être totalement tributaires.

À l'attention de la société civile

Les OSC doivent rechercher des possibilités de partenariat et étudier la complémentarité d'initiatives existantes pour augmenter leur impact. Ce processus devra être coordonné par les organismes de financement ou de mise en réseau qui ont souvent une vue d'ensemble du secteur et sont ainsi bien placés pour nouer des liens entre divers partenaires.

Comme le montre ce rapport, de nombreuses associations travaillent sur des sujets similaires, tous en lien direct ou indirect avec la lutte contre la haine en ligne. Une plus grande collaboration entre elles est essentielle pour améliorer l'impact global de cette lutte, tout en permettant de réaliser des économies d'échelle, notamment pour les petites associations locales. Ce besoin de travailler en réseau est constamment mis en avant par les membres de l'OCCI et cité comme l'un des plus grands bénéfices de ce cadre.

Au fil des ans, les financeurs peuvent acquérir une bonne vue d'ensemble des activités de la société civile, notamment dans des domaines bien définis comme la lutte contre la haine. Au-delà du soutien financier, ils ne doivent pas sous-estimer l'importance de la construction de réseaux et de la sensibilisation, par exemple, avec des événements destinés à la création de partenariats régionaux ou avec des programmes de financement incitant au partenariat.

Les organismes tels que le Fonds pour le Civisme en Ligne et le [Google.org Impact Challenge pour le respect en ligne](#)³⁵. Les ressources gouvernementales comme celles de la [DILCRAH](#)³⁶, du [CIPDR](#)³⁷ et du [Shared Endeavour Fund](#)³⁸ londonien sont, somme toute, des modèles à suivre pour atteindre ce but vital pour notre société.

Références

- ¹ Pour en savoir plus, consulter <https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/opinionway-pour-20-minutes-moijeune-la-cyberviolence-aupres-des-18-30-ans-janvier-2019/viewdocument/2026.html>
- ² Pour en savoir plus, consulter <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/confinement/pendant-le-confinement-le-trafic-internet-augmente-de-30-6841683>
- ³ Isabelle Lellouche Fillion (2020), *L'Année Internet 2019*, Médiamétrie, <https://www.mediаметrie.fr/fr/annee-internet-2019>
- ⁴ OpinionWay (2019), *Enquête #Moijeune sur la cyberviolence*, <https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/opinionway-pour-20-minutes-moijeune-la-cyberviolence-aupres-des-18-30-ans-janvier-2019/viewdocument/2026.html>
- ⁵ ONU Femmes (2020), *Le point sur le droit des femmes 25 ans après Beijing*, <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-womens-rights-in-review-fr.pdf?la=fr&vs=831>
- ⁶ Institut Montaigne (2020), *Internet : « Le péril jeune ? »*, <https://www.institutmontaigne.org/publications/internet-le-peril-jeune>
- ⁷ *Ibid*
- ⁸ *Ibid*
- ⁹ ISD (2020), *Cartographie de la Haine en Ligne*, <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2019/12/Cartographie-de-la-Haine-en-Ligne-eng.pdf>
- ¹⁰ Netino (2019), *Panorama de la Haine en ligne*, <https://netino.fr/panorama-de-la-haine-en-ligne-2019/>
- ¹¹ Bodyguard, post de mai 2020, https://www.linkedin.com/company/bodyguard-app/?trk=similar-pages_result-card_full-click
- ¹² Chiffre provenant d'un entretien d'ISD avec Bodyguard de mai 2020 : « augmentation de 56 % des commentaires haineux sur les réseaux sociaux (Twitter, YouTube, Instagram, Twitch et Mixer) sur un échantillon de 50 000 personnes représentatives de la société française ».
- ¹³ Netino (2020), *Panorama de la Haine en ligne*, <https://netino.fr/panorama-de-la-haine-en-ligne-t1-2020/>
- ¹⁴ Rapport de l'ISD (2019), *Innovation Fund to counter hate & extremism in the UK*, <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2019/06/ISD-Innovation-Report.pdf>
- ¹⁵ Pour en savoir plus sur l'Initiative pour le courage civique en ligne (OCCI), consulter : <https://www.isdglobal.org/programmes/communications-technology/online-civil-courage-initiative-2-2/>
- ¹⁶ Rapport complet ISD (2020), *Cartographie de la haine en ligne – Tour d'horizon du discours haineux en France*, <https://www.isdglobal.org/isd-publications/mapping-hate-in-france-a-panoramic-view-of-online-discourse/>
- ¹⁷ Pour en savoir plus, consulter <https://www.facebook.com/groups/359820924602583/>
- ¹⁸ Pour en savoir plus, consulter <https://fb-france-civisme.com/>
- ¹⁹ Pour en savoir plus, consulter <https://www.bibliosansfrontieres.org/>
- ²⁰ Pour en savoir plus, consulter <https://civic-fab.fr/>
- ²¹ Pour en savoir plus, consulter <https://what-the-fake.com/2019/10/18/civic-fab-presente-le-projet-histoires-de-chef-facebook/>
- ²² Pour en savoir plus, consulter <http://esj-lille.fr/>
- ²³ Pour en savoir plus, consulter <https://www.tralalere.com/>
- ²⁴ Pour en savoir plus sur cette initiative, consulter <https://www.infohunter.education/accueil>
- ²⁵ Pour en savoir plus, consulter <https://www.in-focus.social/>
- ²⁶ Pour en savoir plus, consulter <https://www.licra.org/>
- ²⁷ Pour en savoir plus, consulter <https://asso-generationnumerique.fr/>
- ²⁸ Pour en savoir plus sur cette initiative, consulter <https://asso-generationnumerique.fr/nos-actions-chasseurs-dinfox/>
- ²⁹ Pour en savoir plus, consulter <https://association.resonantes.fr/>
- ³⁰ Pour en savoir plus, consulter <https://www.app-elles.fr/>
- ³¹ Pour en savoir plus, consulter <https://www.urbanprod.net/>
- ³² Pour en savoir plus sur cette initiative, consulter <http://yessspodcast.fr/>
- ³³ Pour en savoir plus, consulter <https://www.e-enfance.org/>
- ³⁴ Pour en savoir plus, consulter <https://www.mrjc.org/>
- ³⁵ Pour en savoir plus, consulter <https://impactchallenge.withgoogle.com/safety2019>
- ³⁶ Pour en savoir plus, consulter <https://www.gouvernement.fr/dilcrah>
- ³⁷ Pour en savoir plus, consulter <https://www.cipdr.gouv.fr/>
- ³⁸ Pour en savoir plus, consulter https://www.london.gov.uk/sites/default/files/a_shared_endeavour_working_in_partnership_to_counter_violent_extremism_in_london.pdf

© ISD, 2020

Londres | Washington DC | Beyrouth | Toronto

Ce rapport est offert gratuitement pour un usage personnel et non commercial, sous réserve que la source soit mentionnée.

Pour tout autre usage, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'ISD.

Il est rigoureusement interdit de modifier, vendre ou louer ce rapport. L'ISD ne prend généralement pas position sur les questions politiques. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'organisation.

Design par Adèle Pasquet (www.adelepasquet.com)
Pictogrammes par ©Flaticon

www.isdglobal.org

ISD | Innover contre
l'extrémisme
et la polarisation

PO Box 7814, London
United Kingdom, W1C 1YZ
www.isdglobal.org